

La démocratie inachevée : histoire de la souveraineté du peuple en France, Pierre Rosanvallon. Gallimard, NRF, 2000, 422 p.

Jean-François Draperi

Number 279, January 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1023758ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1023758ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut de l'économie sociale (IES)

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Draperi, J.-F. (2001). Review of [*La démocratie inachevée : histoire de la souveraineté du peuple en France*, Pierre Rosanvallon. Gallimard, NRF, 2000, 422 p.] *Revue internationale de l'économie sociale*, (279), 91–94.
<https://doi.org/10.7202/1023758ar>

Le don sans réserve de sa personne, le gel d'une part de son capital intellectuel initial, l'affectation de « *la modestie et de l'humilité des simples* », comme gage d'abdication de toute ambition personnelle, constituent autant de gestes évocateurs d'une foi jurée qui a pu apparaître à certaines générations comme le point de passage obligé du combat pour la justice. La mise en exergue de ce rite spécifique d'initiation, à travers « *le récit archétypal: Fils du peuple* », nous fait toutefois regretter l'impasse faite sur le livre de Stéphane Sirot, *Maurice Thorez*⁽²⁾, qui offre une analyse remarquable de la conception thorzienne de l'engagement communiste.

L'absence de conclusion confirme la volonté initialement affichée de ne pas énoncer de thèse. Reste que le dernier article, écrit par Bernard Pudal, assurément l'un des plus roboratifs, confère à l'ensemble, par son innovation critique, une véritable portée conclusive. La remise en cause de la légitimité du « couple classe ouvrière et communisme », non seulement par la récusation de son caractère nécessaire, dénué de fondements conceptuel et historique, mais par la référence à la notion de « tradition inventée », revient à écrouler l'un des piliers porteurs du temple⁽³⁾. En fait, le postulat de la confluence inéluctable entre communisme et monde ouvrier faisait fi d'un obstacle de taille : la souveraineté des cultures ouvrières. La greffe communiste n'a pas pris là où les classes ouvrières se sont affirmées avec suffisamment d'autonomie.

Finalement, les « succès » français et italiens relèvent davantage de l'exceptionnalité que de la norme. « *Ne sont-ils pas les "arbres qui cachent la forêt" ?* » La proclamation du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, corollaire de cette relation privilégiée supposée, ne pouvait qu'être illusoire et dangereuse ; l'avant-gardisme impliquant, on le sait, la défiance de l'arrière-garde. « *Rien d'étonnant si la thématique de la trahison hante l'histoire du mouvement ouvrier.* » On notera, au passage,

que l'accusation de l'Union sacrée d'août 1914, dans le procès ininterrompu engagé contre la social-démocratie, a toujours épargné Marcel Cachin, fondateur du PCF, honoré comme tel jusqu'à la fin de sa vie, malgré sa participation active à cette « trahison ». L'un des prix forts payés pour l'emprise idéologique venue d'Octobre aura été à coup sûr la division profonde et durable dans les mouvements ouvriers.

Reste que la démarche scientifique initiée par les auteurs permet de réinscrire le phénomène communiste, mis au pluriel, au sein des grandes évolutions sociales et politiques du XX^e siècle, sans complaisance ni diabolisation. Les réalités communistes d'hier et leur héritage d'aujourd'hui ne peuvent s'appréhender, dix ans après le grand naufrage, par le prisme du ressentiment. Sans parti pris et sans amertume, *Le siècle des communismes* nous aide à en saisir la complexité. Le cinéaste allemand Volker Schlöndorff n'a-t-il pas admis récemment que son regard a changé sur les Allemands de l'Est, depuis qu'il a pris la direction, en 1992, des studios de cinéma de l'ex-RDA, à Babelsberg, près de Berlin : « [...] *On les sent encore très marqués par le passé. Ils ont d'autres valeurs. Ils continuent à se demander comment on peut vivre sans utopie. Alors qu'à l'Ouest les gens se demandent surtout comment ils peuvent avoir le maximum de points pour leur retraite*⁽⁴⁾. » Il se pourrait que subsistent encore quelques braises sous la cendre du « passé d'une illusion ».

Bernard Gibaud ●

La démocratie inachevée : histoire de la souveraineté du peuple en France

Pierre Rosanvallon. Gallimard, NRF, 2000, 422 p.

« *La démocratie représentative s'est imposée dans son principe au moment où elle s'est fragilisée dans son fonctionnement.* » Ainsi s'ouvre l'ouvrage de Pierre Rosanvallon.

Loin de proposer une réflexion supplémentaire sur le devenir de la démocratie occidentale, l'ouvrage s'inscrit dans une perspective de résonance

(2) Presses de Sciences po, 1999, 302 p.

(3) « *La particularité des traditions "inventées" tient au fait que leur continuité avec ce passé est largement fictive* », précise Eric Hobsbawm, l'inventeur de la formule.

(4) *Télérama*, n° 2654, 22 novembre 2000, p. 56.

braudelienne: montrant que les incertitudes et les interrogations de la mise en œuvre de la souveraineté du peuple sont consubstantielles de la démocratie, l'auteur interroge l'histoire. Se centrant sur les équivoques et les tensions qui structurent la modernité politique, il fait œuvre d'historien de la philosophie politique. Sa première originalité est de ne pas considérer l'expérience démocratique comme acquise, déterminée et uniforme: penser la politique moderne suppose d'abord de la questionner en tant que telle, sans chercher à « *dissiper cette indétermination par une imposition de normativité* ».

Concernant le cas français sur lequel se penche Pierre Rosanvallon, deux temps essentiels sont distingués. Le premier construit le cadre même de l'expérience démocratique, le second dessine les traits de la « *démocratie moyenne* ».

C'est d'abord l'échec de la Révolution à dépasser les « *équivoques originaires sur la souveraineté et la représentation* »: en 1789, la démocratie pure de Rousseau et la représentation sont pensées comme une contradiction. Employé dès 1788 par Condorcet, le terme de démocratie représentative s'impose dans la discussion institutionnelle en 1793 et signe l'émergence de la conception de la démocratie complexe. Les thermidoriens restent cependant prisonniers de la contradiction initiale, qu'ils transposent dans la modernité politique. Dès lors, quatre tentatives radicales vont prétendre accomplir la démocratie.

Niant la légitimité du peuple à exercer le pouvoir politique, le libéralisme doctrinaire conduit par Guizot cantonne la démocratie dans la société civile. S'appuyant sur la théorie de la souveraineté de la raison, la vision d'un « *ordre capacitaire* » dissout [...] le projet politique moderne dans une sociologie » (p. 35). À l'opposé de la raison kantienne fondée dans la volonté de la personne, la raison transcendante est aussi doctrinaire et n'est plus pleinement accessible aux individus (p. 101).

Prenant forme dès la période de la terreur, la culture politique de l'insurrection célèbre l'action immédiate censée produire la souveraineté du peuple dans le cadre d'une désinstitutionnalisation de la politique. « *Elle érige la dictature*

révolutionnaire en valeur politique cardinale. » A. Blanqui, théoricien de la révolution, est aussi artiste de l'insurrection. La voie des armes n'est pas que le moyen de l'action politique; la voie des armes est l'accomplissement de la volonté, « *accord de la puissance et de la parole* » (p. 134). L'absolutisation et la généralisation de la procédure électorale soutiennent le renouveau républicain en 1850-1851: les adeptes du « *gouvernement direct* » nient finalement l'essence du politique et dissolvent la démocratie dans une approche de nature législative et juridique. Les revendications de « *démocratie pure* » (T. Dezamy), de « *démocratie compacte* » (E. Cabet) ou de « *gouvernement direct du peuple* » (V. Considérant) connaissent une grande fortune au milieu du XIX^e siècle. Mais leur mise en œuvre se réduit finalement, à l'opposé du « *culte rousseauiste de la volonté continuellement commandante* » à la raréfaction du politique (p. 170): un « *gouvernement simple* », une apparente transparence de la politique qui renvoie en partie au moins à toute l'idéologie économique du XVIII^e.

Enfin, le césarisme affirme une « *démocratie illibérale* », mettant en scène le peuple et son chef, qui le représente et l'incarne. Le césarisme, qui s'ancre dans le bonapartisme, combine une autonomie accrue de la société civile et un pouvoir politique centralisé fort. Il encourage le développement des mutuelles et des coopératives, met fin à l'interdiction du syndicalisme (1864). Mais la loi de 1868 rétablissant le droit de réunion exclut les réunions publiques ayant pour objet de traiter de matières politiques. Le « *libéralisme civil* » va de pair avec l'« *illibéralisme politique* » (p. 206) Second temps: la III^e République domine ces quatre projets en se pensant d'abord comme une république absolue, qui légitime une aristocratie élective en y voyant l'aboutissement de la démocratie élective. Selon le mot célèbre de J. Ferry, « *mettre la République au-dessus du suffrage universel* » semble la seule façon d'ériger un régime stable, qui conjure les spectres de l'insurrection et du césarisme. Le temps des institutions est venu, qui va « *faire rentrer la révolution au port* » (F. Furet, cité p. 228).

Dès la fin du XIX^e siècle, s'impose progressivement une démocratie moyenne: développement des partis, contrôle indirect accru de l'électeur, accroissement du champ de la vie politique contribuent à altérer les principes du pur gouvernement représentatif. La démocratie moyenne est un « *mélange de république absolue, c'est-à-dire de démocratie limitée, au plan institutionnel, et de pratiques sociales et politiques plus conformes aux réquisits d'une souveraineté sensible du peuple* » (p. 252). L'impératif démocratique poursuivant sa conquête de la vie sociale, se met en place un nouveau régime sans nom, « démocratie semi-directe » ou « gouvernement semi-représentatif ». L'exigence démocratique traverse la « *révolution silencieuse du mandat* »: le mandat impératif doit permettre de faire cesser le système d'oligarchie qui empêche l'avènement de nouvelles classes dirigeantes. L'idée d'un « *mandat contractuel* », dont V. Hugo s'empare dès 1872, fait son chemin, tout comme celles d'un « *contrat électoral* » et d'un « *mandat électif général* » (pp. 263-264). L'invention du référendum, d'origine suisse, est certes une forme nouvelle de la démocratie, mais elle constitue aussi une technique de gestion du social. À côté du référendum politique, le référendum municipal – le premier référendum a lieu à Cluny en 1888 – constitue un moyen simple et rapide pour trancher des problèmes locaux délicats. Au référendum politique, qui a de nombreux partisans dans les rangs socialistes vers 1880, sera toutefois préférée la décision du parti organisé, qui se présente comme une « *forme de résolution de la contradiction entre les institutions et le pouvoir social direct* » (p. 306). À partir de 1920, apparaît une nouvelle figure de la démocratie, la démocratie industrielle. L'expérience française commence au cours de la Première Guerre mondiale (1917) dans les usines d'armement, sous l'impulsion de A. Thomas. La guerre, aussi révolution sous cet angle, a modifié les esprits. Un large mouvement, incluant des intellectuels marquants, se développe et s'oppose au courant technocratique. La nouvelle économie du politique qui voit le jour autour de ces courants dans les années 20 « *marque, avec la*

transformation du lien électoral et l'élargissement pratique de l'espace du politique, l'entrée dans la démocratie moyenne » (p. 354).

Après avoir surmonté les épreuves du totalitarisme du XX^e siècle, la démocratie moyenne s'affirme, mais dans la perspective d'une démocratie négative: la démocratie consiste d'abord à « *éviter le péril de la tyrannie* », affirme K. Popper en 1945 (cité p. 382). Schumpeter, de façon comparable, considère que la « *démocratie signifie seulement que le peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à le gouverner* » (cité p. 382).

L'histoire de la démocratie est tissée de contestations et de tensions toujours renouvelées. La démocratie française suit ce cours « ordinaire » de l'après-Seconde Guerre mondiale jusque dans les années 70, celui d'une « *histoire normalement contrastée et disputée* ».

Tout change dans les années 80: la chute du communisme transforme les termes de l'expérience démocratique, provoque un « *mouvement de décompression* ». La mondialisation économique conduit de son côté à un « *sentiment de déprise croissante des hommes sur la réalité* » (p. 389). Face à ces deux processus majeurs, qu'en est-il de la volonté? Par une forme de nouveau désenchantement, le système qui faisait de la volonté une véritable religion politique se lézarde. « *L'histoire de ce "déclin de la volonté" suggère que c'est surtout une métaphysique de la volonté qui s'est effacée à la fin du XX^e siècle* » (p. 396).

Si l'idée républicaine se référant à des principes généraux sur la laïcité, l'Etat de droit ou l'égalité des chances ne suffit plus pour produire la nation, l'entreprise démocratique prend de nouvelles voies. « *Il s'agit de rendre en permanence sensibles les tensions de la vie commune [...], les interactions de la société civile* » (p. 418). Au-delà, le projet de l'émancipation des hommes est encore à universaliser, et il constitue le nouveau champ élargi de l'impératif démocratique. Cet impératif suggère que nous entrons dans un « *troisième moment* » de l'expérience démocratique, un moment qui, alors même que celle-ci semble ne plus pouvoir être confisquée, poserait le problème de l'objet même de la souveraineté.

Pierre Rosanvallon défend l'idée que l'historien et le philosophe sont acteurs de ce débat et contribuent à l'éclairer lorsqu'ils se penchent, par une analyse constructive, sur l'« *histoire tumultueuse et problématique de la souveraineté du peuple* ». La lecture de *La démocratie inachevée* permet de s'en convaincre : nous savons désormais que la raison pour laquelle le projet démocratique est à l'ordre

du jour réside dans la permanence originelle de son inachèvement.

Jean-François Draperi⁽⁵⁾ ●

(5) Ce compte rendu de lecture a été réalisé à l'occasion d'une rencontre organisée par le CJDES, en collaboration avec *Transversales* et l'Institut de l'Économie sociale, autour de Pierre Rosanvallon à l'occasion de la sortie de l'ouvrage. Cette rencontre s'est déroulée le 18 décembre 2000 à la Maison des sciences de l'homme.